

LE SERVICE NATIONAL: UN PROJET LOUFOQUE...

Ce projet loufoque de service national universel obligatoire est sorti d'un cerveau plutôt étriqué, celui de Macron autoproclamé *Empereur de France*. Voilà un tireur au flanc qui n'a pas fait son service militaire, et qui aujourd'hui voudrait imposer à la jeunesse du pays l'obligation d'en effectuer un, sous prétexte que les jeunes d'aujourd'hui ne respectent plus rien, n'obéissent pas aux ordres... Il voudrait imposer aux autres ce que lui n'a pas fait. Alors qu'il appartenait aux toutes dernières classes d'âge encore soumises à l'obligation de la conscription, puisque la dernière classe d'âge a été suspendue en 1996, pour tous les Français nés après le 31 décembre 1978. Or, ce président loufoque est né le 21 décembre 1977. De quel droit aurait-il échappé à la conscription? Même s'il était sursitaire, ses études terminées, il aurait dû intégrer un régiment... Apparemment, le bêtise ne s'est pas manifesté. Il a préféré aller pantoufle comme fonctionnaire à l'*Inspection des finances* de 2004 à 2007. Puis ensuite il est passé dans le privé sans état d'âme, comme banquier d'affaires chez Rothschild de 2008 à 2011 et toujours chez Rothschild mais cette fois comme associé-gérant de 2011 à 2012. C'est bien plus jouissif et lucratif que de perdre son temps à l'armée et de se coltiner les marches à pied ou le parcours du combattant, et la bêtise crasse des militaires!

Voilà t'y pas que maintenant, qu'il est président de la République, roi de France, empereur, il veut imposer aux jeunes Français et Françaises, le service militaire. Il ne cesse de vanter les vertus que l'armée inculque: la discipline, l'obéissance, le respect des institutions. Serait-il frustré de pas l'avoir fait, au point d'en faire une fixation? Ce n'est pas une raison de vouloir, maintenant qu'il est président, l'imposer. A-t-il peur à ce point de la jeunesse qu'il maltraite, lui le plus jeune président de France aux idées vieillottes et passées, rétrogrades et pour le moins nauséabondes?! A ce que l'on sait de ce projet loufoque, il s'agirait de militariser un peu plus le système éducatif, car ce projet s'appuierait sur l'éducation militaire. D'où le danger de faire pénétrer encore plus l'armée au sein des collèges et à l'université. Ce n'est pas impossible tant ce frustré de président en pince pour les militaires et la police. C'est un petit homme qui aime l'ordre. Son autoritarisme voudrait que le peuple ait en permanence le petit doigt sur la couture du pantalon.

Ses sectateurs et ses alliés, eux, sont aux ordres!

Concrètement, les membres de la commission «*service national*» sont en osmose avec le chef des armées, et ont concocté un «*parcours citoyen*» pour la jeunesse. Ainsi, la tranche d'âge des 11-16 ans, les collégiens, sont jugés plus « *malléables*» que les lycéens ou les étudiants. En fait, il s'agirait pour les années collège, de reprendre et de renforcer les principes de l'éducation militaire. L'enseignement comporterait «*des ateliers pratiques*» (entraînement au lancer de grenades?), chants militaires et guerriers, visites de sites militaires, participation aux cérémonies patriotiques...). En langage politiquement correct, ces Messieurs et ces Dames du gouvernement appellent cela un: «*lissage des pratiques pédagogiques*» (sic). Qui plus est, une semaine annuelle de «*défense et de citoyenneté*» serait obligatoire, au cours de laquelle l'on verrait débouler dans les collèges des militaires, des gendarmes, des anciens combattants missionnés, des pompiers pour apprendre aux collégiens comment devenir des citoyens et des hommes (re sic).

Pour la seconde étape, certains membres de la commission envisagent pour les 16 ans une semaine en internat, consacrée à faire du sport, des exercices de confinement, à évaluer la maîtrise de la langue française, etc... Oui, ce passionnant programme a bien été élaboré dans les hautes sphères du pouvoir. D'autres seraient partisans d'«*une semaine d'immersion au sein d'une structure à choisir parmi une liste d'acteurs publics et associatifs*», agréés, cela va de soi!

Seulement, il y a au moins deux «*hic*». Il reste à trouver les acteurs susceptibles d'accueillir 800.000 jeunes et aussi obtenir l'accord des parents, car ces jeunes sont mineurs(es). Pour les membres de cette commission, la dernière étape est les 16-25 ans, elle doit être «*incitative*». C'est-à-dire que les jeunes seraient incités à s'engager dans «*des préparations militaires*», le service civique, ou encore la garde na-

tionale, voire les engagements dans le secteur associatif ou chez les sapeurs-pompiers. Compte tenu de l'âge des jeunes, la commission est «*convaincue que les contraintes seraient contre-productives*», c'est pourquoi, dans sa grande mansuétude, elle leur laisse le libre choix. Par contre, cette référence au libre choix est totalement écartée pour les plus jeunes, le collège est d'office réquisitionné pour faire passer un message principalement militaire. C'est la confirmation d'un endoctrinement rampant du cursus scolaire, en germe depuis de nombreuses années dans l'éducation. Pour loufoque et surtout brutal que paraisse ce projet, son idéologie sous-jacente repose sur la militarisation du pays, sur une société autoritaire, fascisante et approuvée par l'ensemble des membres de la commission avec, toutefois, une réserve partagée: ces jeunes ne pourrait-on pas les enfermer davantage? Par exemple, pour «*faire renaître le sens du devoir et de l'autorité*», Christophe Blanchet (LRM) propose: «*Il faut donc instaurer un service national obligatoire en deux temps, reposant d'une part sur une période de douze jours en internat, sous encadrement militaire*», ce que le député appelle un service «émancipateur», afin de développer chez les intéressés: «*cohésion, courage, bienveillance, liberté, respect, devoir de mémoire, exemplarité, humilité, probité, dévouement, solidarité, responsabilité, sens du devoir, résilience, goût de l'effort*». Bref, un endoctrinement et une dépersonnalisation des jeunes.

Jean-Christophe Lagarde (UDI), lui, voudrait voir se multiplier des interventions militaires dans les lycées ainsi qu'un service militaire obligatoire de deux mois. Jean-Michel Jacques (LRM), «*une imprégnation militaire dès le début du parcours paraît indispensable*». Sous forme de bataillons scolaires, ou encore d'enfants soldats? Louis Aliot (FN), regrette de son côté «*un déficit d'aspect militaire*» et demande un service militaire obligatoire. Enfin, le représentant de la France dite «*insoumise*», Bastien Lachaud fait également très fort en rappelant la préférence de son parti pour un service obligatoire d'une durée de 9 mois, destiné à rappeler «*le lien indissoluble entre l'armée et la nation*». Insoumis? Voilà des insoumis qui rêvent de voir la jeunesse soumise et obéissante!

Un projet dangereux

Le danger est grand de voir le pays basculer dans une véritable dictature. Il convient d'en appeler à la vigilance des parents d'élèves, de la population afin que ce projet loufoque ne puisse pas voir le jour, et de rappeler le droit de refuser cet endoctrinement. D'autant que le 21 décembre 1963, la loi sur l'objection de conscience a été promulguée et que je sache, elle n'a pas été abrogée. Cette loi, Monsieur le Président, Monsieur le Roi-Soleil, Monsieur Jupiter, Monsieur Napoléon, ne vous autorise surtout pas à imposer votre diktat. Elle permet le refus de se soumettre à l'autorité de l'État ou d'accomplir des actes allant à l'encontre des convictions personnelles. Il serait bien, Jupiter que vous reveniez sur terre, car vous n'êtes surtout pas un président de droit divin.

Justhom (Groupe de Rouen).